



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale
20 mars 2009
Français
Original: anglais

Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs

Vienne, 14 et 15 mai 2009

Ordre du jour provisoire et annotations

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la réunion;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Application des recommandations du Groupe de travail:
 - a) Développer des connaissances cumulatives;
 - b) Instaurer la confiance;
 - c) Assistance technique.
3. Adoption du rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa réunion.

Annotations

1. Questions d'organisation

a) Ouverture de la réunion

La réunion du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs s'ouvrira le jeudi 14 mai 2009 à 10 heures.

b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

L'ordre du jour provisoire de la réunion a été établi conformément à la résolution 2/3 intitulée "Recouvrement d'avoirs", adoptée par la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption à sa deuxième session, tenue à Nusa Dua (Indonésie) du 28 janvier au 1^{er} février 2008.



Le projet d'organisation des travaux (voir annexe) a également été établi conformément à cette résolution pour permettre au Groupe de travail d'examiner les points de l'ordre du jour dans les limites du temps alloué et compte tenu des services de conférence disponibles.

Les ressources disponibles permettront la tenue de deux séances plénières par jour, avec des services d'interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

2. Application des recommandations du Groupe de travail

Dans sa résolution 2/3, la Conférence a pris note avec satisfaction du rapport sur la réunion du Groupe de travail tenue à Vienne les 27 et 28 août 2007 et a décidé que le Groupe de travail poursuivrait ses travaux, conformément au mandat qu'elle lui a confié dans sa résolution 1/4, pour la conseiller et l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne la restitution du produit de la corruption, y compris l'examen de toute nouvelle proposition qu'il jugera appropriée.

Le mandat du Groupe de travail tel qu'établi dans la résolution 1/4 de la Conférence comportait les tâches suivantes:

- a) Aider la Conférence à développer des connaissances cumulatives dans le domaine du recouvrement d'avoirs;
- b) Aider la Conférence à encourager la coopération entre les initiatives bilatérales et multilatérales pertinentes existantes et contribuer à l'application des dispositions correspondantes de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
- c) Faciliter l'échange d'informations entre les États en recensant et en diffusant aux États les bonnes pratiques à suivre;
- d) Instaurer la confiance et encourager la coopération entre les États requérants et les États requis en mettant en relation les autorités compétentes pertinentes et les organes de prévention de la corruption ainsi que les praticiens s'occupant du recouvrement d'avoirs et de la lutte contre la corruption, et en leur servant de lieu d'échange;
- e) Faciliter l'échange d'idées entre les États sur la restitution rapide des avoirs;
- f) Aider la Conférence à recenser les besoins des États parties, y compris les besoins à long terme, en ce qui concerne le renforcement des capacités.

Dans sa résolution 2/3, la Conférence a décidé que le Groupe de travail poursuivrait ses délibérations concernant les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport sur sa première réunion (CAC/COSP/2008/4), en vue d'identifier les moyens de leur donner une suite concrète.

Dans cette résolution, la Conférence a par ailleurs décidé que le Groupe de travail tiendrait au moins deux réunions avant sa troisième session pour mener à bien la tâche qui lui a été confiée, dans la limite des ressources existantes.

a) Développer des connaissances cumulatives

Dans sa résolution 2/3, Conférence a demandé au Groupe de travail de poursuivre ses délibérations en vue de continuer de développer des connaissances cumulatives dans le domaine du recouvrement d'avoirs, en particulier pour ce qui est de l'application du chapitre V de la Convention, intitulé "Recouvrement d'avoirs".

À sa deuxième réunion, tenue à Vienne les 25 et 26 septembre 2008, le Groupe de travail a accordé un rang de priorité élevé à la disponibilité, à la création et à la gestion des connaissances sur le recouvrement d'avoirs. Il s'est félicité des progrès réalisés par le Secrétariat en ce qui concerne le centre de gestion des connaissances envisagé. Il a recommandé que cet outil ne contienne pas uniquement des lois, mais aussi des travaux analytiques, en particulier pour mieux comprendre les exigences procédurales complexes, et a appelé les États parties à fournir régulièrement des informations telles que des textes législatifs et des documents analytiques en vue de la création et de la gestion du centre de gestion des connaissances envisagé.

Également à cette réunion, le Groupe de travail a reconfirmé la recommandation de développer des outils pratiques, en particulier un manuel pratique décrivant les procédures étape par étape, pour le recouvrement d'avoirs, qui devrait être adapté aux besoins des praticiens traitant d'affaires de recouvrement d'avoirs et devrait pouvoir être utilisé dans le cadre de mesures de renforcement des capacités. Le Groupe de travail a considéré qu'il fallait en priorité étudier la possibilité de donner une plus grande place au rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire et poursuivre le développement de produits similaires.

b) Instaurer la confiance

Dans sa résolution 2/3, la Conférence a décidé que le Groupe de travail étudierait les moyens d'instaurer la confiance, faciliterait l'échange d'informations et d'idées sur la restitution rapide des avoirs entre les États et encouragerait la coopération entre les États requérants et les États requis.

À cette fin, à sa deuxième réunion, le Groupe de travail:

a) A souligné l'importance de travailler à la création d'un réseau de points de contact pour le recouvrement d'avoirs, qui contribuerait à instaurer la confiance entre les États requérants et les États requis;

b) A recommandé d'étudier s'il serait possible d'utiliser des services d'assistance pour le recouvrement d'avoirs qui donneraient un avis informel aux premiers stades d'une affaire et orienteraient les demandeurs vers des homologues qui seraient en mesure de fournir une assistance supplémentaire;

c) A recommandé de renforcer la coopération entre les services de renseignement financier, les autorités chargées de la lutte contre la corruption et les autorités nationales chargées de l'entraide judiciaire, tant au niveau national qu'au niveau international;

d) A encouragé la création d'un partenariat avec des entités du secteur privé pour les aider à respecter leurs obligations mentionnées dans la Convention, faciliter la compréhension mutuelle et instaurer la confiance;

e) A appelé la Conférence à encourager le dialogue entre États requis et États requérants en vue de promouvoir la volonté politique et de renforcer l'engagement en faveur du recouvrement d'avoirs.

c) Assistance technique

Dans sa résolution 2/3, la Conférence a demandé à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer d'aider les États à renforcer leurs capacités dans tous les domaines intéressant le recouvrement d'avoirs, en tenant compte des conclusions et recommandations qui figurent dans le rapport sur la réunion du Groupe de travail, et a invité, selon qu'il conviendrait, d'autres organisations à faire de même.

Pour aider les États à renforcer leurs capacités dans le domaine du recouvrement d'avoirs, à sa deuxième réunion, le Groupe de travail:

a) A insisté sur la forte demande d'assistance technique, et en particulier de services de conseil juridique, pour l'application du chapitre V de la Convention;

b) A recommandé d'explorer les domaines dans lesquels il était possible d'élaborer des modèles ou des guides des meilleures pratiques, par exemple pour la retenue, le gel et la confiscation des avoirs;

c) A accordé un rang de priorité élevé à la formation et au renforcement des capacités et a encouragé les activités telles que les séminaires et les stages de formation et l'exploration d'outils innovants tels que les programmes d'apprentissage en ligne.

Documentation

Document d'information établi par le Secrétariat sur le recouvrement d'avoirs dans la perspective de la Conférence de Doha: activités menées dans le cadre de l'initiative pour le recouvrement des avoirs volés (CAC/COSP/WG.2/2009/2)

3. Adoption du rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa réunion

Le Groupe de travail doit adopter un rapport sur sa troisième réunion, dont le projet sera établi par le Secrétariat.

Annexe

Projet d'organisation des travaux

<i>Date et heure</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre ou description</i>
Jeudi 14 mai		
10 heures-13 heures	1 a)	Ouverture de la réunion
	1 b)	Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
15 heures-18 heures	2 a)	Application des recommandations du Groupe de travail: développer des connaissances cumulatives
	2 a)	Application des recommandations du Groupe de travail: développer des connaissances cumulatives (<i>suite</i>)
	2 b)	Application des recommandations du Groupe de travail: instaurer la confiance
Vendredi 15 mai		
10 heures-13 heures	2 b)	Application des recommandations du Groupe de travail: instaurer la confiance (<i>suite</i>)
15 heures-18 heures	2 c)	Application des recommandations du Groupe de travail: assistance technique
	3	Adoption du rapport